

ÉCONOMIE Investissement

« Les patrons de PME ont beaucoup de mal à recruter »

Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance, nous décrit les deux dernières initiatives visant à aider les PME à recruter des diplômés et les entreprises allemandes à investir davantage en France.

Bpifrance vient de lancer un nouveau dispositif, Volontariat territorial en entreprise (VTE). De quoi s'agit-il ?

« Les patrons de PME ont beaucoup de mal à recruter les diplômés qui sortent des écoles des grandes métropoles. Nous constatons aussi que beaucoup d'étudiants sont attirés par l'international et je les comprends. Mais nous, nous leur disons : "L'international c'est formidable même si vous êtes déjà mondialisés car vous voyagez beaucoup. Mais il y a un pays que vous ne connaissez pas bien, c'est le vôtre !" On cherche donc à faire un VIE France [Volontariat international en entreprise, ndlr] qui s'appelle le VTE. »

Comment ce dispositif va fonctionner ?

« Bpifrance se charge d'identifier les patrons de PME volontaires et comme nous sommes en lien étroit avec les

écoles, nous faisons le nécessaire pour réussir la mise en relation. Il n'est pas exclu bien sûr de voir des jeunes rester au sein de l'entreprise, à l'issue de leur VTE. »

Qu'est ce qui peut motiver ces diplômés à être recrutés par une PME ?

« Un diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs va tirer un profit considérable de travailler pendant un ou deux ans comme bras droit d'un patron de PME. Un jeune qui vit ce type d'expérience monte en maturité à grande vitesse. Dès lors, le choix de carrière s'effectue de façon plus éclairée. »

Ne peut-on pas le confondre avec un stage ?

« Non, c'est un vrai job qui met immédiatement en responsabilité. Les premiers VTE seront opérationnels en septembre. Nous démarrons avec une centaine de jeunes VTE à l'automne mais il se peut qu'il y ait plus de candidats. Ensuite, j'ai la conviction qu'on aura plusieurs milliers de VTE par an. »

Vous venez aussi de donner le coup d'envoi du New Deal entre entreprises françaises



« Je dis aux Allemands : ce serait bien de réinvestir une partie en capital pour nous aider à développer notre industrie ». Photo DR

et allemandes à Hanovre. Quelles sont vos ambitions ?

« Le constat est le suivant : on s'aperçoit que les entreprises familiales de l'industrie françaises et leurs homologues allemands se connaissent mal. On est dans une Europe où les grands politiques se connaissent mais les acteurs micro-économiques ne se connaissent pas. C'est un paradoxe car on dit que c'est l'industrie qui fait l'Europe. Au point que le montant des investissements allemands en France dans l'industrie repré-

sente 11 milliards d'euros. Inversement les investissements français dans l'industrie allemande représentent près de 15 milliards d'euros. Notre déficit avec l'Allemagne est de 17 milliards d'euros par an. L'Europe des échanges commerciaux fonctionne mais l'Europe de PME industrielles ne s'est pas faite. Le temps est venu d'insister sur cette anomalie car elle nous porte préjudice à nous Européens. »

Mais concrètement, que souhaitez-vous demander aux Allemands ?

« La première chose à dire : vous avez un très fort excédent commercial avec la France et ce serait bien de réinvestir une partie en capital pour nous aider à développer notre industrie. La deuxième chose : notre industrie est redevenue très compétitive et vous auriez donc intérêt à regarder en France plutôt que d'investir toujours en Pologne ou en Hongrie ou en Chine. Enfin nous leur montrons que nous avons de très belles PMI [petites et moyennes industries, ndlr] qui vont avoir des problèmes de transmission. Il faut faire jouer la préférence européenne. Ces arguments devraient nous aider à créer des emplois dans les territoires français. »

Quel est votre plan d'actions pour favoriser ces investissements allemands en France ?

« Je trouverais bien qu'en face des 17 milliards d'euros de déficit commercial, l'industrie allemande investisse 1 milliard d'euros en France chaque année. Cela suppose beaucoup de projets et nous pourrions les aider à les financer. »

Propos recueillis
par Vincent ROCKEN